



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

32 | 2006
Varia

Arne Perras, *Carl Peters and German Imperialism 1856-1918. A Political Biography*, Oxford Historical Monographs, Oxford, Clarendon Press, 2004, 286 p. ISBN : 0-19-926510-0. 63 livres sterling.

Marie-Bénédicte Vincent



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1128>

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 153-209

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Marie-Bénédicte Vincent, « Arne Perras, *Carl Peters and German Imperialism 1856-1918. A Political Biography*, Oxford Historical Monographs, Oxford, Clarendon Press, 2004, 286 p. ISBN : 0-19-926510-0. 63 livres sterling. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 32 | 2006, mis en ligne le 12 juillet 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1128>

Tous droits réservés

Arne PERRAS, *Carl Peters and German Imperialism 1856-1918. A Political Biography*, Oxford Historical Monographs, Oxford, Clarendon Press, 2004, 286 p. ISBN : 0-19-926510-0. 63 livres sterling.

Carl Peters (1856-1918) est l'une des figures les plus controversées du mouvement colonial allemand. Cette biographie s'inscrit dans le débat sur les raisons qui poussent Bismarck à établir un empire colonial. Selon Hans-Ulrich Wehler (*Bismarck und der Imperialismus*, 1984), il aurait agi pour répondre à la crise économique du *Reich* : la colonisation serait un « impérialisme social » servant de diversion pour maintenir le *statu quo* interne et bloquer l'essor de la social-démocratie. Arne Perras s'inscrit contre cette approche : d'abord parce que la colonisation fut moins un instrument intégrateur qu'une cause de division de la nation (les colonies fournissant des armes à l'opposition de gauche), ensuite parce qu'elle ne fut pas imposée « par le haut ». Le mouvement colonial était profondément ancré dans la société et intimement lié à la question nationale. En refusant de considérer l'enthousiasme colonial comme le seul produit d'une propagande gouvernementale, Arne Perras suit la voie tracée par Geoff Eley sur le dynamisme des forces nationalistes « d'en bas » et les limites de la manipulation officielle dans l'Allemagne impériale (*Reshaping the German Right*, 1980). Carl Peters illustre ainsi la dimension nationaliste de l'idéologie coloniale.

L'intérêt du personnage est qu'il réunit les trois éléments qui rendent possible la colonisation : l'idéologie, l'agitation publique et l'aventure de terrain. L'unification a été l'événement marquant de l'enfance de ce fils de pasteur de Neuhaus (sud-est de Hambourg), fasciné au cours de ses études par Heinrich von Treitschke, chantre de la Prusse et fervent soutien de Bismarck. L'enthousiasme colonial de Peters se fonde sur l'idée d'une lutte entre les nations. Au cours d'un séjour à Londres en 1880, il souligne les différences entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne qui fondent leur rivalité mondiale. Ce darwinisme social s'exprime dans son étude sur Schopenhauer publiée en 1883.

Peters revient à Berlin en 1883 au moment où se structure le mouvement colonial (le *Deutscher Kolonialverein* date de 1882). Dans un essai de mars 1884, il dénonce la crise de débouchés des jeunes diplômés allemands par opposition aux perspectives de carrières qu'offre l'empire britannique. Ces arguments popularisent l'expansion coloniale. Peters fonde, pour promouvoir la colonisation active, la *Gesellschaft für deutsche Kolonisation* qui compte 400 membres d'origine bourgeoise. La fièvre coloniale atteint son maximum lors des élections de 1884. Le thème est exploité par les nationaux-libéraux et les conservateurs qui voient en Peters un tambour utile, doté de charisme et de talent rhétorique.

Un premier projet de colonisation du Zambèze ayant été refusé par l'office des Affaires étrangères, Peters monte une expédition pour l'Usagara en

Afrique orientale. Entre le 19 novembre et le 14 décembre 1884, il conclut des traités avec une dizaine de sultans locaux qui lui transfèrent la terre, le droit de l'exploiter et de l'administrer. À son retour, personne ne se méprend sur la légalité des traités : les traducteurs africains ne pouvaient comprendre les clauses qui relevaient d'un vocabulaire juridique européen et les signataires n'avaient pas la pleine autorité sur la terre. Peters demande néanmoins à ce que ces territoires soient placés sous la souveraineté du *Reich* et exploités par une compagnie commerciale sur le modèle de l'*East India Company*. Bismarck donne son accord et présente une charte à Guillaume II le 27 février 1885. Les événements se sont déroulés à l'inverse d'une colonisation imposée par le haut. Le chancelier a vu là une occasion de se rendre populaire dans les cercles dont il dépendait. Il soutient la *Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft* (1885), dont une partie du capital est fournie par la banque d'État prussienne pour pallier le manque d'investisseurs.

Un des intérêts du livre est de montrer les difficultés du gouvernement à canaliser le mouvement colonial. Ainsi lors de l'Affaire d'Emin Pasha (1888-1890) : Peters décide, de sa propre initiative, de retrouver Eduard Schnitzer, médecin allemand qui gouvernait la province équatoriale de Centre-Afrique pour le compte de l'Égypte, mais qui, suite à une rébellion en 1883, avait dû s'établir près du Lac Albert. Pour Bismarck, cette entreprise, dirigée contre les Anglais, ne pouvait que ruiner les intérêts allemands. L'inutilité de l'expédition est patente en 1890 après les accords germano-britanniques d'Heligoland-Zanzibar, qui mettent un terme au partage de l'Afrique orientale. En anéantissant le rêve d'un vaste empire colonial allemand, ils déçoivent les milieux nationalistes. Les plus radicaux fondent la ligue pangermaniste et tentent de placer Peters à leur tête, mettant à nouveau le gouvernement en difficulté, notamment Paul Kayser, chef du Bureau colonial fondé en 1890 : comment contrôler Peters qui a clairement des ambitions politiques ? Kayser lui confie le poste de commissaire au Kilimandjaro. En intégrant Peters dans la politique officielle du *Reich*, Kayser espère utiliser le mouvement pangermaniste. Mais il expose le gouvernement à de nouvelles pressions, d'autant que Peters est devenu un héros national. L'opinion, hostile au cours colonial modéré de Bismarck, fragilise la position du chancelier, ce qui précipite sa chute en 1890.

Mais Peters reste incontrôlable. Son passage au Kilimandjaro en 1891-1892 est un désastre qui rend inacceptable sa candidature au poste de gouverneur de l'Afrique orientale. Sa carrière est brutalement stoppée le 13 mars 1896 : August Bebel dénonce au Reichstag la violence et l'immoralité de son comportement (la pendaison d'un Africain et de la concubine de Peters qui auraient eu des relations sexuelles). Pour se justifier, Peters dit avoir agi selon les règles africaines : cela fait de lui aux yeux de ses compatriotes un « sauvage », incapable de représenter la mission civilisatrice de l'Allemagne. Bebel choque ainsi ceux qui avaient célébré les vertus moralisatrices de la colonisa-

tion (diffusion du christianisme et lutte contre l'esclavage). Le débat est mené par l'opposition de gauche et aboutit à la condamnation de Peters en 1896-1897 par la justice. Sa débâcle apparaît comme un paradoxe : au moment où le *Reich* inaugure une nouvelle phase de sa *Weltpolitik*, il condamne son plus célèbre héros colonial. Mais c'est pour ne pas discréditer la suite de sa politique d'expansion.

En effet, si Peters disparaît de la scène politique en 1896, ses idées continuent de s'exprimer, en particulier à travers l'enthousiasme pour la flotte. L'agitation coloniale, ravivée par la guerre des Boers, entraîne sa réhabilitation. En 1905, Guillaume II restaure Peters dans ses titres et décide en 1914 de lui verser une pension annuelle à partir de ses fonds personnels. Cette reconnaissance montre que le *Reich* n'a pas renoncé à devenir une puissance mondiale. En 1914-1918, les articles de Peters sont publiés dans une édition spéciale pour le front.

Au total, cette biographie est surtout intéressante pour les années 1880 et 1890. En revanche, les chapitres qui suivent sont décevants. Celui sur le nazisme (neuf pages sur 286) est trop court. Il aborde uniquement le thème de la glorification de Peters à travers les monuments commémoratifs. Il manque une réflexion sur les continuités avec l'idéologie du *Lebensraum*. De même, le chapitre consacré à la représentation controversée de Peters après 1945 est trop succinct. Une autre insuffisance a trait à la démarche biographique, qui fait peu place au milieu dans lequel évolue le personnage : dans quelle mesure Peters est-il représentatif d'une couche bourgeoise diplômée, confrontée au manque de débouchés au sortir de l'université et qui adhère aux idées pangermanistes ? Le détour par l'histoire sociale et la formation d'un prolétariat intellectuel aurait permis de mieux situer Peters au sein de sa génération.

Marie-Bénédicte VINCENT

Giuseppe BUFFON, *Les Franciscains en Terre Sainte (1869-1889). Religion et politique, une recherche institutionnelle*, Paris, Cerf Histoire, Éditions franciscaines, 2005, 604 p. ISBN : 2-204-07410-1. 58 euros.

« Religion et politique, une recherche institutionnelle », le sous-titre de cet ouvrage indique bien quelle est l'ambition de son auteur. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une histoire de la présence franciscaine en Terre Sainte, mais de comprendre comment, au XIX^e siècle, la Custodie de Terre Sainte, sévèrement critiquée par Rome et par la France, a réussi à se maintenir. Pour se faire, l'auteur utilise une grille de lecture institutionnelle : la raison de cette résistance est, selon lui, à trouver dans l'organisation même de la Custodie qui lui confère à la fois autonomie et souplesse, deux qualités nécessaires pour résister aux ambitions nationalistes de la France et aux critiques romaines.